



La journée du 22 janvier, même si elle n'a pas été à la hauteur de l'enjeu, a néanmoins montré la détermination des personnels de l'Éducation mais aussi des parents, des jeunes et des mouvements pédagogiques à ne pas accepter la dégradation du service public de l'Éducation. Dans notre département, ce sont près de 300 personnes qui, malgré le froid, se sont rassemblées à Dax et Mont de Marsan pour dénoncer ces nouvelles suppressions de postes.

Les défis à relever pour le système éducatif sont considérables : faire face à l'échec scolaire persistant, en finir avec les sorties sans qualification du système éducatif de trop nombreux jeunes, assurer la réussite de tous à tous les niveaux. Le gouvernement doit cesser de faire croire qu'il est possible de faire mieux avec moins. Nul n'ignore que sa politique éducative est conduite par celle de la réduction des dépenses publiques pour diminuer les déficits publics. L'ampleur des suppressions de postes dans l'Éducation, avec plus de 16 000 postes encore supprimés à la prochaine rentrée, alors que 62 000 élèves supplémentaires sont attendus, et les transformations radicales à l'œuvre dans le système éducatif qui instaurent une école de plus en plus ségrégative ne permettront pas de relever ces défis et d'assurer enfin la réussite de tous les élèves.

Dans notre département cela se traduit par 7 suppressions de postes dans le premier degré qui risque d'aggraver la scolarisation des moins de 3 ans, fragilisé les postes de RASED et détériorer la situation du remplacement qui est pourtant déjà bien catastrophique.

Dans le second degré, les suppressions sont déguisées en économie d'emploi qui vont entraîner une hausse des effectifs par classe et un recours, déjà trop utilisé, systématique à des vacataires pour palier les absences ou les manques de personnels titulaires.

Du côté des administratifs, la suppression de 16 postes dans l'académie va inéluctablement dégrader le bon fonctionnement de l'administration en demandant à ces personnels d'en faire encore plus tout en étant moins.

C'est une autre politique, d'autres moyens, une autre dynamique à tous les niveaux du système éducatif qu'il faut mettre en œuvre.

La FSU considère que pour imposer d'autres choix pour le service public et laïc d'éducation, la journée du 22 janvier doit trouver des prolongements. Elle estime que les enjeux nécessitent une réaction unitaire forte et regrette que pour l'instant ses partenaires syndicaux ne poursuivent pas avec elle l'action nécessaire. C'est pourquoi, la FSU appelle tous les personnels de l'éducation à être en grève le 10 février prochain pour dénoncer les suppressions de postes, demander un collectif budgétaire qui permettrait d'assurer la prochaine rentrée scolaire dans de meilleures conditions pour les élèves, l'ouverture de discussions sur les réformes en cours (formation des enseignants, lycée, voie professionnelle, dispositif (E)CLAIR...) et l'amélioration des conditions de travail des personnels malmenés dans leur professionnalité et notamment les personnels non titulaires.

Dans les Landes, la FSU appelle l'ensemble des collègues à se mettre en grève et à venir manifester leur colère et exiger une politique éducative plus ambitieuse dans le respect des élèves et des personnels :

Le jeudi 10 février départ à 11H Inspection Académique de Mont de Marsan

Pour illustrer notre mécontentement et exposer nos revendications nous vous proposons de participer activement à 2 animations :

- Coller sur la façade de l'IA autant de bonhommes (ils vous seront fournis ainsi que la colle le jour-même) que de jours de classe non remplacés dans votre école ou votre établissement ;
- Venir étendre vos slogans et/ou revendications (travail personnel à faire individuellement ou collectivement chez soi avant la manif) sur les grilles de la préfecture.

L'impact de ces animations sera à la hauteur de la mobilisation et de la participation de chacun.

**A "l'école pour chacun" de Luc Chatel,
nous opposerons toujours "l'école pour tous" !**